

# POURQUOI LES FRANÇAIS VONT DÉPENSER 400€ DE PLUS EN CARBURANTS CETTE ANNÉE



## Un geste gouvernemental pour éviter une nouvelle crise

En cette rentrée 2021, l'association "40 millions d'automobilistes" – comme elle l'avait fait à la veille de l'apparition du mouvement des Gilets jaunes – alerte le gouvernement sur le risque de mécontentement et de ras-le-bol chez les automobilistes français, qui pourrait se traduire dans les prochains mois par une nouvelle crise sociale d'ampleur.

Le confinement nous a appris que la mobilité était l'un des biens les plus précieux des Français. Alors que cela soit par le biais d'une baisse de la TICPE (au niveau des minima imposés par l'UE) ou de la TVA (à 5,5%, considérant que les carburants routiers sont des produits de première nécessité), **il est essentiel que les automobilistes soient soulagés d'une partie des taxes qui pèsent sur le prix des carburants.**

## LES CHIFFRES



Les taxes représentent actuellement jusqu'à 60% du prix du litre de carburant à la pompe.



En 2020, les Français ont économisé en moyenne 400€ grâce au télétravail et à la baisse du prix des carburants.

### Hausse de la circulation à la rentrée 2021



**Un litre d'essence ou de gazole à 2€ qui se profile !**

## État des lieux 2018-2019 : le prix des carburants atteint des sommets

Quand on pense "prix des carburants", difficile de ne pas se remémorer la crise des Gilets jaunes, ce mouvement social d'une ampleur sans précédent né à l'automne 2018 du ras-le-bol populaire contre la hausse continue des prix des carburants routiers depuis plus d'un an.

Un pic est atteint en octobre, suite à la flambée du tarif du baril de Brent (plus de 84\$/b, du jamais vu depuis 2015) et surtout en raison de la mise en œuvre du rattrapage fiscal sur le gazole initié en 2017 pour mettre fin à la moindre taxation de ce carburant (fortement majoritaire en France dans le mix énergétique : 77,3% des ventes de carburant en 2019) par rapport aux essences. Entre 2017 et 2018, le litre de gazole gagne ainsi 11,5 centimes. **Ce nouveau record tarifaire - 1,535€/L pour le gazole et 1,584€/L pour le SP95 - met le feu aux poudres.**

La crise sociale durera plusieurs mois. **Face au mécontentement général, le Gouvernement renonce à la nouvelle augmentation de la taxe carbone** qui était prévue pour l'année 2019 et qui aurait provoqué un renchérissement du prix du gazole (+6,5cts€/L) et de l'essence (+2,9cts€/L).

Ainsi, au cours du premier trimestre 2019, les prix des carburants à la pompe retrouvent les niveaux du début d'année 2018, mais restent élevés et atteignent un nouveau pic en mai, très proche de celui de l'automne précédent. Les fortes fluctuations intervenant sur le cours international du pétrole sont en cause et après une brève accalmie, **les tarifs à la pompe sont à nouveau au plus haut à la fin de l'année.**



**Face au mécontentement général et à la crise sociale des Gilets Jaunes, le Gouvernement renonce à la nouvelle augmentation de la taxe carbone qui était prévue pour l'année 2019.**

## 2020 : la pandémie au Covid-19 met un coup d'arrêt à la flambée des prix

Les automobilistes français entrent donc dans l'année 2020 à la fois fortement marqués par les événements de 2018 et 2019 et inquiets pour l'avenir, puisqu'en janvier et février, les tarifs des carburants à la pompe restent au plus haut malgré une baisse du prix du baril. **Il faut rappeler que la fiscalité sur les produits pétroliers (les taxes comptent actuellement pour 57 à 60% du prix du litre de carburant à la pompe) est demeurée inchangée en France**, empêchant ainsi les consommateurs de bénéficier de la baisse de la valeur du Brent sur le marché international.

Mais la situation va s'inverser à la fin du mois de février : l'apparition en Chine d'un nouveau coronavirus oblige le pays à se confiner et fait craindre une chute inédite de la demande de pétrole de la part du deuxième plus grand exportateur au monde. En réaction, le cours du pétrole chute et se retrouve début mars 2020 au plus bas depuis un an.

Au cours des semaines suivantes, l'épidémie se propage au reste du monde. La pandémie du Covid-19 contraint tous les pays touchés – dont la France, entre les mois de mars et mai 2020 – à mettre en œuvre des confinements souvent très stricts pour freiner la propagation du virus, réduisant ainsi l'activité économique et les déplacements au minimum vital. **En France, au cours de cette première période de confinement, la circulation routière chute de 75%.**

**À l'échelle mondiale, la demande en carburants s'effondre et avec elle le prix du baril de pétrole, qui atteint un record bas à la fin du mois d'avril 2020 : 17€ le baril, du jamais vu depuis 1999 ! Malheureusement, si les prix des carburants à la pompe connaissent**



évidemment aussi une nette baisse, celle-ci est beaucoup moins vertigineuse (toujours en raison de la très forte fiscalité à laquelle ils sont soumis) : au début du mois de mai, le litre de SP 95 vaut 1,238€ et celui de gazole 1,178€ (au plus bas depuis l'été 2017).

Pour tenter d'endiguer le phénomène et face à une situation qui est appelée à durer au moins plusieurs mois, les pays membres de l'OPEP+ (23 pays exportateurs de pétrole) prennent la décision de réduire drastiquement la production d'or noir, pour mieux l'adapter à la demande internationale. A partir du mois de mai, ce sont 10 millions de barils en moins qui sont exportés chaque jour ; c'est la plus importante baisse de production de l'histoire. Dès lors, les cours entament une lente remontée et le prix du baril se stabilise autour de 40\$ entre juin et novembre 2020. **En France, après une légère remontée au cours de l'été, les prix des carburants baissent à nouveau entre septembre et novembre 2020**, alors qu'un deuxième confinement, moins strict que le premier, est instauré.

Puis, boostée par l'annonce de la très prochaine commercialisation d'un vaccin anti-Covid et la perspective d'une reprise économique, la demande mondiale en carburant croît à partir de décembre. L'OPEP adapte son offre et les cours retrouvent leur niveau d'avant crise à partir de juin 2021 (+ de 75\$/b). Parallèlement, **les tarifs des carburants à la pompe entament leur remontée à compter de décembre et renouent avec des prix très élevés en juin.**

## La pandémie : un tournant dans les habitudes de déplacements des Français

**En moyenne, en France en 2020, les livraisons de carburants routiers ont diminué de -15% par rapport à 2019** et les prix à la pompe s'établissaient à 1,26€/L de gazole et 1,35€/L de SP 95. Un bilan qui peut sembler finalement peu extraordinaire au regard du chaos et des épreuves inédites que nous avons dû affronter collectivement et individuellement au cours de l'année dernière, et qui traduit assez mal les bouleversements intervenus dans notre vie quotidienne en matière de mobilité.

Pour enrayer l'épidémie, tous les déplacements jugés non vitaux ont en effet été réduits au strict minimum et ce du jour au lendemain, avec l'entrée en vigueur du premier confinement. Ceux relatifs à la vie familiale et aux loisirs bien sûr, mais aussi les trajets domicile-travail ont dû être restreints autant que possible, pour éviter les interactions sociales et physiques. La mise en œuvre des restrictions sanitaires nécessitait donc une adaptation rapide et une transformation radicale du mode de fonctionnement des entreprises pour ne pas réduire à néant la vie économique du pays. Dans ce contexte de crise sanitaire, le recours au télétravail – une pratique jusqu'alors anecdotique en France – s'est avéré être le meilleur moyen de préserver (au moins partiellement) la continuité de l'activité des entreprises en capacité de le mettre en œuvre tout en garantissant la protection de la population.

Par nécessité de réduire les risques de propagation du coronavirus et pour endiguer la pandémie, à partir du 16 mars 2020, le

**télétravail devient la norme en France, pour toutes les tâches qui le permettent.** Une mesure brutale et contraignante, mais que 85% des actifs estiment alors justifiée au regard du contexte. Et si les débuts ont certainement été laborieux pour de nombreux télétravailleurs, l'habitude s'est installée au fur et à mesure des semaines et dix-huit mois après sa mise en œuvre forcée à l'échelle nationale, les sondages démontrent que 86% des Français souhaitent la poursuite du télétravail après la crise sanitaire.

Il faut dire que cette période bouleversée a offert un terrain propice à l'expérimentation à grande échelle de cette organisation du temps de travail. Le télétravail s'est ainsi révélé à bien des égards plus avantageux pour les salariés que le travail sur site. Et l'un des principaux avantages constatés est l'économie non négligeable **qu'il a permis aux travailleurs de réaliser sur leurs dépenses automobiles** : alors que le budget consacré à la consommation en carburant d'un ménage français en 2019 avoisinait 1200€, les instituts de recherche estimaient que **la pratique du télétravail une journée par semaine permettait d'économiser un peu plus de 200€ par an.**

On peut dès lors calculer l'ensemble des économies réalisées sur ce poste par les salariés qui ont intégré le télétravail à leurs habitudes professionnelles (à temps complet ou de façon partielle) depuis le début de la pandémie et, par réciprocity, les dépenses supplémentaires qu'ils devront ajouter à leur budget "déplacements" en cette rentrée 2021, par rapport à 2020.

En moyenne, au cours de l'année 2020, les Français qui ont télétravaillé l'ont fait 3,6 jours par semaine (contre 1,6 jours en 2019) ; **ils ont donc économisé en moyenne 400€ par rapport à l'année précédente.**

## 2021 : un retour onéreux à la vie normale

D'abord obligatoire sur tout le temps de travail, puis fortement recommandé et finalement laissé à l'appréciation des entreprises en concertation avec les représentants du personnel, le télétravail est appelé à retrouver une place plus mesurée dans l'organisation du travail, car bien que dirigeants et salariés aient identifié les avantages qu'ils pouvaient tirer du recours au télétravail, il ne semble pas concevable pour la vie de l'entreprise que la situation demeure encore longtemps ce qu'elle a été au cours de l'année qui s'est écoulée.

Les travailleurs ont donc repris massivement le chemin du bureau en ce mois de septembre 2021 et, plus que jamais, ce trajet biquotidien semble devoir être réalisé en voiture. **Les embouteillages particulièrement denses constatés sur les routes françaises depuis la fin du mois d'août en attestent : +25%** d'embouteillages à Paris le lundi suivant la rentrée scolaire 2021 par rapport à la même période en 2019, +38% à Marseille et même +85% à Lille !

Cette hausse de la circulation routière par rapport à la période d'avant Covid s'explique vraisemblablement par la crainte persistante des Français d'une contamination au coronavirus : les transports en commun sont davantage réputés pour la promiscuité qu'on y subit que par leur propreté, la marche et le vélo ne sont pas adaptés à la majorité des déplacements (distances, enfants à déposer à l'école, manque d'infrastructures dédiées...) et la voiture individuelle apparaît donc comme le moyen de transport alliant à la fois confort, praticité et sécurité sanitaire.

Bien qu'il soit probable que la crise sanitaire laisse des traces dans le monde du travail et

ancrer durablement le télétravail partiel comme mode de fonctionnement habituel de nombreuses entreprises, **les automobilistes sont condamnés à renouer avec les dépenses liées aux trajets professionnels.** Une dépense supplémentaire qui pourrait être d'autant moins bien accueillie par les usagers que les fluctuations des prix des carburants font les gros titres des actualités, au point que le gouvernement a dû promettre de suivre avec attention les évolutions tarifaires pour s'assurer que les hausses actuelles n'engendrent pas de conséquences dramatiques sur le budget des Français. **Les prix des carburants actuellement affichés dans les stations-services correspondent à ceux relevés à l'automne 2019 et en janvier 2020 : 1,59€ le litre de SP 95 et 1,44€ le litre de gazole la semaine de la rentrée. Ce retour à la vie "normale" pourrait être particulièrement douloureux pour le portefeuille des automobilistes français.**

Cette situation déjà alarmante pourrait vite devenir explosive : **la reprise économique entamée à l'échelle internationale est en effet fortement propice à une nouvelle augmentation des cours du pétrole.** Aussi, sans une réduction importante de la fiscalité sur les carburants vendus en France, **c'est bel et bien un litre d'essence ou de gazole à 2€ qui se profile !** Rappelons une nouvelle fois qu'en France les taxes représentent actuellement jusqu'à 60% du prix du litre de carburant, taux parmi les plus élevés dans l'Union européenne. La part la plus importante de la fiscalité repose sur la TICPE (Taxe intérieure sur la Consommation des Produits énergétiques ; 0,6629cts€/L de SP 95 et 0,5940cts€/L de gazole, soit environ 40% du litre de carburant) à laquelle s'ajoute la composante carbone (CCE) et cette aberration française de la double imposition : la TVA (Taxe à la Valeur ajoutée, à 20% pour les carburants routiers) pesant sur le prix du carburant et sa fiscalité propre.